

FRANCOPHONIE

Les bonnes intentions



Etat général de la francophonie dans le monde, selon l'organisation internationale de la francophonie.
(photo: www.oif.fr)

En ce moment, la francophonie est à l'honneur dans de nombreuses manifestations internationales. Pourtant, les buts réels des organisations promouvant la langue française restent obscurs.

"On n'habite pas un pays, on habite une langue", écrivait Emile Cioran dans ses "Syllogismes de l'amertume". Ce qui est vrai. Du moins pour un Roumain, qui a choisi de s'exprimer dans la langue de son pays d'adoption. Pourtant, pour un-e Africain-e ou un-e habitant-e des îles du Pacifique, la question se pose différemment, à savoir: quel lien entre la francophonie d'aujourd'hui et la politique coloniale française d'antan, qui visait aussi une assimilation des populations soumises par la transmission des valeurs culturelles françaises. Donc, de la langue française en tant que langue administrative et expression littéraire. Historiquement, la francophonie ne serait rien d'autre que "le moyen d'unifier les élites et d'en obtenir loyauté et efficacité dans l'affirmation d'une société polie et unifiée dans les valeurs culturelles", écrit le professeur Daniel Baggio, historien de la francophonie, dans un essai paru en 1996. Et d'ajouter que "le français, plus que toute autre langue d'Europe, est le résultat de la convergence de facteurs mettant en oeuvre une théorie politique et sociale de la langue au service d'une construction nationale". On le voit donc, la politique linguistique de la France n'est pas innocente. Surtout après la chute de l'empire colonial français, le terme de "francité" d'abord, remplacé par celui de francophonie plus tard, servent à garantir les liens entre le "pays-mère" et les élites des pays fraîchement "libérés".

Sous la Chiraquie, cette politique ne semble guère avoir changée, même si elle porte moins de fruits et que de nombreux pays africains francophones commencent à se défaire lentement mais définitivement de la houlette de l'Etat français. Mais la francophonie perd aussi de l'importance d'un autre point de vue, plus pratique celui-là: la langue française a définitivement perdu sa vocation universelle.

Même en Europe elle est loin d'être la langue la plus parlée. Elle y est devancée entre autres par l'anglais, ce qui n'étonne pas, mais aussi par l'allemand. Une politique de maintien de la langue française en tant que langue de culture véhiculant les valeurs universelles des droits humains s'impose donc. Mais ces efforts ne se limitent-ils pas à de simples gestes de bonne volonté? Car ce qui est marquant dans l'évolution du vocabulaire utilisé autour de la francophonie, c'est que de stratégie politique elle se soit engagée dans l'humanitaire et dans le développement. C'est aussi pourquoi l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) travaille main dans la main avec l'Unesco et d'autres organisations internationales. Ainsi, on peut même établir un parallèle entre l'évolution des armées européennes et la francophonie: d'abord ça sert à soumettre, puis à éduquer ...

La francophonie, c'est la jungle

Pour se retrouver dans les organisations défendant la francophonie de nos jours, mieux vaut se munir d'une bonne carte et d'une boussole. Il y a d'abord l'OIF, basée à Paris, qui se charge avant tout de financer des missions de développement culturel et démocratique dans le Tiers-Monde - francophone, cela s'entend. Régulièrement, l'OIF publie des bulletins d'experts sur l'état de la langue française dans le monde. Elle organise aussi les sommets de la francophonie, dont le dernier en date s'est tenu en septembre à Bucarest. Puis vient l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), qui regroupe 73 personnes issues de différents parlements ou organisations interparlementaires répartis un peu partout dans le monde, dans des pays soit francophones, soit donnant une priorité à l'enseignement du français dans leurs écoles et lycées. Le

Luxembourg en est d'ailleurs un membre fondateur, puisque l'assemblée constitutive de l'association internationale des parlementaires de langues française (AIPLF), la prédecesseuse de l'APF, s'est tenue au Grand-Duché en 1967.

La semaine dernière donc, du 18 au 22 octobre, cette fameuse APF a tenu une assemblée régionale européenne à la chambre du commerce au Kirchberg. Les invité-e-s étaient des représentant-e-s parlementaires des pays européens membres de l'assemblée. Au total, ils étaient 19 représentant-e-s des différentes sections. Pour un club qui se prend tellement au sérieux, l'atmosphère qui régnait pendant la conférence de presse était plutôt morose. La presse luxembourgeoise ne semblait pas saisir le but de leur démarche et la salle gigantesque louée pour l'occasion restait presque vide. Pourtant, le thème de la rencontre "Les jeunes, acteurs de changement et de développement par la participation" était honoré par la présence des membres du Parlement francophone des jeunes (PFJ) et du Conseil international des organisations de jeunes de la francophonie (Cijef). De plus, la secrétaire du Cijef, Norah Jana Iglesias, est luxembourgeoise. En ce qui concerne le déroulement de l'assemblée d'il y a huit jours, la jeune femme ne mâche pas ses mots: commençant par une petite excursion à travers les bienfaits de la francophonie dans le monde comme porteuse d'idéaux culturels, elle attaque de front les anciens: "Nous trouvons cela fatigant qu'on veuille bien nous écouter et nous pousser à faire des déclarations sur cette assemblée et puis on ne nous prend pas au sérieux." Le PFJ et le Cijef exigent tout simplement plus de reconnaissance et surtout plus de poids dans le monde de la francophonie. Ainsi, la déclaration du Luxembourg retenue à la fin de la séance mentionne la revendication du Cijef d'être reconnu "comme un véritable organe de représentation, de consultation et de concertation sur les initiatives et les politiques en faveur de la jeunesse francophone". De même pour le PFJ qui lui aussi veut être reconnu comme un "véritable organe de promotion et de sensibilisation à la démocratie, et comme une école de la citoyenneté formant au débat d'idée, et au parlementarisme". L'assemblée elle-même préférerait écouter des rapports d'expert-e-s sur l'espèce inconnue que sont les jeunes et se plaisait à distribuer des médailles à des fervents défenseurs de la la langue française au Luxembourg tels que Jean Spautz. On voit bien que si les "vieilles institutions" ne sont pas capables de donner suite à des revendications aussi minimales, la francophonie restera ce qu'elle est: un club de rétrogrades nostalgiques du temps des Lumières au mieux, de l'empire français au pire. Espérons que le souffle des jeunes suffira à dépoussiérer la francophonie et de faire avancer ses idées, notamment en jetant par-dessus bord tout le lest nationaliste que ces institutions portent toujours en elles.

Luc Caregari

Selbstbewusster Ombudsmann

Ganz besonders hart ging der Ombudsmann Marc Fischbach am Donnerstag bei der Vorstellung seines Jahresberichts mit dem Umweltministerium ins Gericht. Der Minister brauche zu lange, um auf Anfragen zu antworten. Zudem sei die gelieferte Information oft nicht komplett und sehr unpräzise. Beschwerthätten sich bei ihm vor allem Bürger, die Anträge im Bereich der erneuerbaren Energien gestellt haben. Auch die Bearbeitung der Dossiers in Bezug auf den Bebauungsplan sei nicht zufrieden stellend. Er habe bis heute keine Antwort darauf bekommen, welche Beamte welche Befugnisse bei der Sachbearbeitung haben, so Fischbach. Es sei höchste Zeit, dass das Umweltministerium einen Ratgeber ausarbeite, in dem die Prozeduren genau beschrieben werden. Fischbach sprach sich auch vehement für eine gezielte Immigrationspolitik aus. Er sei gelegentlich mit den Sorgen von Leuten konfrontiert, die bereits seit über fünf Jahren in Luxemburg lebten und arbeiten - dies ohne Aufenthalts- oder Arbeitserlaubnis. Dies seien Leute, die auf dem Arbeitsmarkt gebraucht würden, so Fischbach: "Ich stelle heute mit Nachdruck die Forderung, zumindest darüber nachzudenken, diese Leute zu regularisieren".

Angel dafür, Kollwelter dagegen

"(...) weider mussen se eppes maachen, wat hei zu Lëtzebuerg nach nët vill gemach gëtt, wat awer am Ausland grouse Succès huet, an zwar et ze erlabe fir mam Vëlo duerch e Sens unique ze fueren. Dat erlabt eise Code de la route souguer, et brauch ee just en anert Schëld fir d'Automobilisten dohinner ze hänken, dat gëtt et zu Esch, dat gëtt et hei an der Stad nach net an dat ass eppes wat et (...) zu Etterbeek, eng Gemeng vu Bréissel, scho säit zeng Joër [gëtt]. An do hun se festgestallt, dass an deene Stroossen nach ni en Accident geschidd ass." Hätte Marc Angel, Fraktionsführer der hauptstädtischen Sozialisten, sich bloß mit seinen Parteikollegen abgesprochen! Die Kenntnis seiner Reden im Parlament - wie etwa jene vom 2. Februar diesen Jahres - hätte seinen Kollegen aus der sozialistischen Gemeinderatsfraktion einiges erspart. Etwa, gegen Ideen zu Felde zu ziehen, die längst zum Einmaleins sozialistischer Verkehrspolitik gehören. So aber wettet Gemeinderat René Kollwelter gegen die Öffnung einer Reihe von verkehrsberuhigten Einbahnstraßen für Fahrräder in Gegenrichtung auf Limpertsberg. Diese sei "egal wat" und vom "Himmel gefall". Er sieht sich am "eischte Peloton" derer, die sich für die Radfahrer einsetzen. Und er wehrt sich gegen die Vorwürfe der Lëtzebuerger Vëlosinitiativ, die die Idee des blau-grünen Schöffensrates begrüßt hat. Kollwelter widerspricht der LVI und damit auch seinem Fraktionschef, der "Code de la route" erlaube solche Regelungen. Zusammen mit seinem Gemeinderatskollegen Armand Drews hat er einen "Mini-Sondage" auf Limpertsberg durchgeführt, wonach sich 181 Limpertsberger gegen die - inzwischen provisorisch zurückgezogene - Verkehrsregelung ausgesprochen haben. Nur 45 waren dafür. Voraussichtlich am 6. November soll eine von den nötigen Instanzen begutachtete Verkehrsregelung im Gemeinderat zur Abstimmung kommen. Kollwelter und Drews werden nach eigener Aussage gegen die gefährliche Maßnahme, die nur als Showeffekt eines überforderten Verkehrsschöffen zu verstehen sei, stimmen. Allerdings sehen sie sich nicht in einem Boot mit den KritikerInnen aus CSV und ADR, die das Radfahren in der Stadt grundsätzlich in Frage stellen. "Wir haben uns für die Schaffung einer Radpiste über die 'Al Bréck' ausgesprochen, mussten aber feststellen, dass diese wieder für Fahrräder geschlossen wurde", beklagt sich Kollwelter. Er bedauert, dass eine Politik, die auf fragwürdigen "règlements d'urgence" beruht, sich als kontraproduktiv für ein durchdachtes Fahrradkonzept in der Hauptstadt auswirken könnte.